

Bali : une rencontres d'affaires pour l'industrie des agrocarburants et les gouvernements

Conférence de Bali de l'Organisation des Nations Unies sur les changements climatiques

jeudi 14 février 2008, par [LEGROS Jacques](#) (Date de rédaction antérieure : janvier 2008).

La rencontre parallèle qui se tenait sous le thème "Le village de solidarité pour une planète fraîche" regroupait des délégués internationaux oeuvrant dans plusieurs secteurs d'activités : organisations humanitaires, de pêcheurs, d'artisans, de femmes, des droits humains et paysannes internationales tels la Via Campesina et l'Union des paysans Indonésiens (SPI). Ce fut une occasion extraordinaire pour les participants d'être informés sur les impacts des changements climatiques pour les populations, les paysans ou propriétaires de petites fermes familiales.

Cet exercice de solidarité internationale, avec des représentants du peuple et des victimes des politiques gouvernementales et des pratiques industrielles, a mis en évidence l'importance d'une action rapide et concertée des populations de tous les pays. La conférence de Bali fut, à mes yeux, une autre démonstration où la voix des experts et des savants, tentant de convaincre la population mondiale de l'urgence d'une action rapide de la part de tous les pays du monde, a été assourdie par celle de cette nouvelle forme de business de l'environnement : les agrocarburants et le marché du carbone. Comme nous le savons déjà, les pays industrialisés, dont les Etats-Unis et le Canada, n'entendent pas suivre les efforts internationaux pour diminuer de façon suffisante leurs émissions de gaz à effet de serre.

Le gouvernement Canadien annonçait récemment l'investissement de plus de 1,5 milliards de dollars pour le développement des agrocarburants au pays et mettait de l'avant sa politique pour amener à 5% la quantité d'éthanol obligatoire dans l'essence. Pourtant on sait déjà que la production d'éthanol est rejetée par les experts comme solution puisqu'elle exige autant d'énergie que ce qu'elle fait économiser en pétrole brut ; sans compter qu'un litre d'éthanol demande environ 4 litres d'eau pour le produire.

L'utilisation de nos terres agricoles pour la production de maïs, à partir duquel on fabrique l'éthanol, amènera comme premières conséquences visibles une augmentation de la pollution agricole reliée aux cultures de grandes surfaces (pour produire du pétrole et non de la nourriture) et une augmentation des coûts de la nourriture à base de grains (maïs et autres) puisque l'utilisation de nos terres pour produire des agrocarburants exercera notamment une pression sur les coûts des autres grains de consommation. Par voie de conséquence, les coûts des grains et de la moulée pour les animaux augmenteront également, ce qui fera aussi grimper les coûts du panier d'épicerie des familles.

Si, pour les populations des pays riches les inconvénients visibles à court terme sont surtout économiques, il n'en demeure pas moins que nombre de personnes des pays pauvres souffriront et mourront du fait que les terres utilisées par le passé pour produire de la nourriture serviront dorénavant à la production de carburants. Les exemples abondent où l'industrie fait ses choux gras

du réchauffement climatique. Par exemple, les forestières coupent en Indonésie à elles seules environ 2 millions d'hectares de forêt par année principalement afin d'utiliser ensuite les surfaces déboisées pour les productions d'agrocarburants. L'huile de palme qui était utilisée comme huile de cuisson par la population servira dorénavant à faire avancer les voitures. Les compagnies multinationales, avec la complicité des gouvernements locaux, se sont lancées dans une course effrénée à la déforestation et à l'utilisation de l'agriculture pour produire des combustibles...avec de la nourriture.

En tant que citoyens nous ne pouvons plus continuer à être complices de ce « crime contre l'humanité ». Une mobilisation des citoyens s'impose et une prise de conscience importante sur l'urgence de modifier nos habitudes de consommation devient impérative. Actuellement une quantité appréciable et significative des gaz polluants provient du transport des aliments d'une partie du globe à une autre. L'utilisation d'agrocarburants nous oblige à admettre qu'un seul plein d'essence d'éthanol provenant du maïs équivaut à une quantité de cette céréale qui pourrait nourrir un adulte pendant une année complète.

Tout comme le réclament les pays non-industrialisés l'atteinte de la souveraineté alimentaire des pays devient la première solution concrète à appliquer afin de freiner la course folle au transport d'aliments et l'utilisation outrageuse des terres pour produire du combustible et non de la nourriture. De même, les pays industrialisés comme le Canada se doivent de diminuer de façon significative leurs consommations en énergie et en pétrole. Plutôt que de chercher à produire davantage de combustibles pour le transport des aliments et des individus, une solution concrète et accessible à tous les citoyens consiste à cesser d'acheter les produits importés (nourriture et autres biens pouvant être produits localement) et à repenser complètement nos habitudes de transports et de consommation d'énergie. Le développement et l'utilisation massive des transports en commun ou tout simplement le fait de cesser de se promener seul en véhicule de promenade pourront contribuer de façon notable à la diminution des besoins énergétiques du pays.

La situation actuelle nous force à réaffirmer que nous ne pouvons plus laisser les compagnies internationales (avec la complicité des gouvernements) utiliser l'agriculture, les forêts et les ressources naturelles de la planète comme une occasion de business de plus pour empocher des profits plutôt que de laisser les paysans et les petites fermes produire naturellement de la nourriture pour nourrir les peuples. Il devient évident qu'une action s'impose et celle-ci doit venir de la population elle-même. Si nous attendons une action des compagnies internationales qui gouvernent actuellement l'économie de la planète, il est clair que le réchauffement climatique de la planète continuera de provoquer des catastrophes environnementales naturelles de plus en plus meurtrières et dévastatrices. Agissons...

P.-S.

* Jacques Legros, élu porte-parole de l'Union paysanne (Québec) au congrès de novembre dernier où il s'était également vu confier avec sa conjointe le mandat de représentants canadiens à la rencontre parallèle à la conférence de Bali sur les changements climatiques.